collectives telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi N° 71-7 du 14 janvier 1971 et notamment ses articles 6, 8, 9 et 16;

Vu le décret N° 65-327 du 2 juillet 1965, fixant les modalités d'application de la loi sus-visée N° 64-28 du 4 juin 1964;

Vu le procès-verbal du conseil de gestion de la collectivité de Oued Zitoun (ardh Kam El Khababcha) de la délégation d'El Hamma, gouvernorat de Gabès en date du 10 mars 1976, relatif à l'attribution de la propriété privative aux membres de la dite collectivité, approuvé par le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Gabès, le 8 décembre 1976 et homologué par le Ministre de l'Agriculture, le 31 juillet 1978;

Vu l'avis du Ministre de l'Agriculture;

Décrétons :

Article Premier. — Le droit de jouissance individuelle ou familiale des membres de la collectivité de Oued Zitoun (ardh Kam El Khababcha) de la délégation d'El Hamma, gouvernorat de Gabès est converti en droit de propriété privative conformément aux décisions prises par le conseil de gestion de la dite collectivité et consignées dans son procès-verbal en date du 10 mars 1976 tel qu'il a été approuvé par le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Gabès, le 8 décembre 1976 et homologué par le Ministre de l'Agriculture, le 31 juillet 1978.

Art. 2. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 1er septembre 1978

P. le Président de la République Tunisienne
et par délégation
Le Premier Ministre
Hédi NOUIRA

Décret N° 78-850 du 1er septembre 1978, portant attribution d'une terre collective à titre privé.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne;

Vu la loi N° 64-28 du 4 juin 1964, fixant le régime des terres collectives telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi N° 71-7 du 14 janvier 1971 et notamment ses articles 6, 8, 9 et 16;

Vu le décret N° 65-327 du 2 juillet 1965, fixant les modalités d'application de la loi sus-visée N° 64-28 du 4 juin 1964;

Vu le procès-verbal du conseil de gestion de la collectivité des Zerroua (ardh Oued Abbès) de la délégation de Matmata, gouvernorat de Gabès en date du 28 décembre 1976, relatif à l'attribution de la propriété privative aux membres de la dite collectivité approuvé par le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Gabès, le 5 août 1977 et homologué par le Ministre de l'Agriculture le 20 mai 1978;

Vu l'avis du Ministre de l'Agriculture;

Décrétons :

Article Premier. — Le droit de jouissance individuelle ou familiale des membres de la collectivité des Zeraoua (Ardh Oued Abbès) de la délégation de Matmata, gouvernorat de Gabès est converti en droit de propriété privative conformément aux décisions prises par le conseil de gestion de la dite collectivité et consignées dans son procès-verbal en date du 28 décembre 1976 tel qu'il a été approuvé par le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Gabès le 5 août 1977 et homologué par le Ministre de l'Agriculture le 20 mai 1978.

Art. 2. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 1er septembre 1978

P. le Président de la République Tunisienne
et par délégation
Le Premier Ministre
Hédi NOUIRA

OFFICE DES TERRES DOMANIALES

Décret N° 78-851 du 1er septembre 1978, modifiant le décret n° 78-60 du 2 janvier 1978, fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Office des Terres Domaniales.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne;

Vu la loi N° 73-26 du 7 mai 1973, portant réorganisation de l'Office des Terres Domaniales;

Vu le décret N° 78-60 du 2 janvier 1978, fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Office des Terres Domaniales;

Vu le Code de la Comptabilité Publique promulgué par la loi N° 73-81 du 31 décembre 1973 et notamment son article 61;

Vu l'avis des Ministres des Finances et de l'Agriculture;

Vu l'avis du Tribunal Administratif;

Décrétons :

Article Premier. — L'article 13 du décret sus-visé n° 78-60 du 2 janvier 1978, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 13. (nouveau). — Les fonds libres de l'Office seront déposés au Trésor.

Art. 2. — Les Ministres des Finances et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 1er septembre 1978

P. le Président de la République Tunisienne
et par délégation
Le Premier Ministre
Hédi NOUIRA

EAUX

Par arrêtés du Ministre de l'Agriculture du 1er septembre 1978 :

La demande présentée le 10 octobre 1977 par Monsieur Ali Ben Ali Ben Hadj Salah, demeurant à Ksour Essaf en vue d'obtenir l'autorisation d'utiliser une partie des eaux du puits public de Sidi Assaker (Ouled Salah) jusqu'à concurrence de 60m³ par jour pendant toute l'année pour irriguer une parcelle de 2,5ha, sera soumise à une enquête administrative de quinze jours conformément aux dispositions du décret du 5 août 1933.

Art. 2. Un avis sera affiché :

- 1) au siège du gouvernorat de Mahdia;
- 2) au tribunal de 1ère instance de Mahdia;
- 3) aux municipalités de Ksour Essaf et Mahdia;